

COMMUNE de STOTZHEIM
 Arrondissement de SÉLESTAT-ERSTEIN
 Canton de BARR

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 30 mars 2022

à 20 h 00

Sous la présidence de Jean-Marie KOENIG, Maire.

Étaient présents :

Les Adjoints : Norbert RIESTER, Anne DIETRICH

Les Conseillers municipaux : Joanne ALBRECHT, Caroline BAUMERT, Jean-Michel CROMER, Joseph EHRHART, Raphaël EDEL, Valérie HIRTZ, Didier METZ, Philippe SCHMITT et Benoît SPITZ.

Absents excusés : Elodie HESTIN, Dominique LEHMANN et Céline MASTRONARDI

Procuration : Elodie HESTIN à Anne DIETRICH
 Dominique LEHMANN à Joanne ALBRECHT
 Céline MASTRONARDI à Jean-Michel CROMER

Secrétaire de séance : le conseil municipal désigne, à l'unanimité, Mme Valérie HIRTZ, comme secrétaire de séance.

COMMUNICATIONS

M. le Maire fait part au Conseil des réunions et événements qui ont eu lieu depuis le dernier Conseil municipal.

ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DES 10 FÉVRIER ET 3 MARS 2022

Les comptes rendus sont adoptés à l'unanimité.

N° 1

DISSOLUTION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

- Entendu le Maire qui expose au Conseil municipal :

En application de l'article L.123-4 du code de l'action des familles, le centre communal d'action sociale (CCAS) est obligatoire dans toute commune de 1500 habitants et plus. Il est désormais facultatif dans toute commune de moins de 1500 habitants. Il peut être ainsi dissous par délibération du conseil municipal dans les communes de moins de 1500 habitants. Cette possibilité est issue de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRE.

Lorsque le CCAS a été dissous, une commune :

- Soit exerce directement les attributions mentionnées au code de l'action sociale et des familles auparavant dévolues au CCAS ainsi que celles en matière de demande de RSA et de domiciliation,
- Soit transfère tout ou partie de ces attributions au CIAS lorsque la Communauté des Communes est compétente en la matière.
- Vu l'article L.123-4 du code de l'action sociale et des familles,
- Vu que la Commune compte moins de 1500 habitants et remplit ainsi les conditions du code de l'action sociale et des familles,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de dissoudre le CCAS au 31 décembre 2022,

- DÉCIDE d'exercer directement cette compétence,
- DÉCIDE de transférer le budget du CCAS dans celui de la Commune,
- DÉCIDE d'en informer les membres du CCAS par courrier,
- HABILITE le Maire à engager toute démarche et signer tout document destiné à l'application de la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 2

SUBVENTION POUR RAVALEMENT DE FAÇADES

- Vu la délibération du 5 novembre 2001 fixant les taux en euros et les critères applicables à compter du 1er janvier 2002 pour le subventionnement des travaux de restauration des bâtiments,
- Vu les dossiers de demande de subvention communale pour ravalement de façades présentés par Monsieur Félicien ORTLIEB pour les travaux de crépis et peinture réalisés sur son immeuble sis 19 rue d'Or à Stotzheim et Madame Vanessa STEINLECHNER pour les travaux de crépis et peinture réalisés sur son immeuble sis 24 rue de Benfeld à Stotzheim,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'allouer les subventions suivantes :
à M. Félicien ORTLIEB : 60 m² à 5 €, soit 300 €, pour les travaux de crépis et peinture,
à Mme Vanessa STEINLECHNER : 60 m² à 5 €, soit 300 €, pour les travaux de crépis et peinture,
- PRÉCISE que ces subventions seront imputées à l'article 6574 "Subventions patrimoine bâti" prévu au Budget Primitif 2022.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 3

SUBVENTION VOYAGE ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE

- Vu la demande de Mme Élise BURG, directrice de l'école élémentaire, qui sollicite la Commune pour une subvention au titre de participation financière au voyage découverte de 27 élèves de CM1/CM2 à Paris, du lundi 23 au mercredi 25 mai 2022,
- Vu le devis pour le transport,
- Considérant que la demande émane des écoles du village et que la Commune privilégie les subventions locales,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- ACCORDE une subvention de 10 € par enfant et par jour pour un voyage découverte qui aura lieu du lundi 23 mai au mercredi 25 mai 2022 (27 élèves),
- DÉCIDE de prendre en charge une partie des frais de transport de cette classe découverte, à savoir 1 000 euros,
- PRÉCISE que les crédits nécessaires seront inscrits au compte 6574 du budget primitif 2022.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ DES VOIX

12 voix pour -3 abstentions

N° 4

SUBVENTION AU FONDS FACECO – GUERRE EN UKRAINE

- Vu l'article L 1115-1 du code général des collectivités territoriales,
- Vu la guerre en Ukraine,
- Considérant qu'au cœur de la population en plein désarroi, les besoins en matière d'aide humanitaire, matérielle et alimentaire s'avèrent immenses et d'ultime nécessité,

COMMUNE DE STOTZHEIM – DCM 30/03/2022

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE le versement d'une subvention de 2 000 € (deux mil euros) au profit de FACECO en précisant que cette aide est destinée aux populations de l'UKRAINE,
- CHARGE le Maire d'effectuer toutes les démarches nécessaires,
- AUTORISE le Maire à signer tous les documents utiles.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 5

CONTRAT DE MAINTENANCE DÉFIBRILLATEURS

- Vu la délibération du 2 octobre 2017 par laquelle le Conseil municipal décide d'acquérir 3 défibrillateurs,
- Vu la délibération du 20 novembre 2017 par laquelle le Conseil municipal décide de retenir le devis proposé par DEFIBTECH, sis 92150 SURESNES, pour l'achat de 3 défibrillateurs,
- Vu la proposition reçue de DEFIBTECH pour la maintenance des 3 défibrillateurs, pour un montant HT de 360,00 €,
- Entendu les explications de M. le Maire,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de retenir la proposition de l'entreprise DEFIBTECH, sise 92150 SURESNES pour la maintenance des 3 défibrillateurs acquis par la Commune, pour un montant à 360,00 € HT,
- AUTORISE le Maire à signer le contrat de maintenance.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 6

CRÉATION D'EMPLOIS SAISONNIERS

- Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,
- Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1974 portant statut de la Fonction Publique Territoriale,
- Vu l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, en vertu de laquelle les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou établissement et que celui-ci doit mentionner sur quel grade il habilite l'autorité à recruter,
- Considérant les congés estivaux des agents communaux,
- Considérant qu'en raison du surcroît de travail conséquent au fleurissement estival de la commune il y aurait lieu de créer un emploi saisonnier d'ouvrier d'entretien des espaces verts et fleuris,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de créer un emploi saisonnier, en tant qu'adjoint technique territorial, l'un du 1^{er} au 31 août 2022 ; les attributions consisteront à l'entretien du fleurissement dans le village,
- PRÉCISE qu'une fiche de poste sera établie pour le travail de l'emploi saisonnier,
- PRÉCISE que la durée hebdomadaire de l'emploi sera de 35 heures/semaine,
- DÉCIDE que la rémunération se fera sur la base de l'indice brut et majoré du grade d'adjoint technique territorial,
- PRÉCISE que le contrat d'engagement sera établi sur les bases de l'application de l'article 3, 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifié pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité,
- PRÉCISE que la Commune fixe **4 jours d'essai pour l'emploi** et se réserve le droit de mettre fin au contrat en cas de non satisfaction de la personne engagée, clause prévue dans le contrat d'embauche,
- CHARGE le Maire d'assurer la publicité de vacance de l'emploi auprès du centre de gestion,

- CHARGE le Maire de diffuser l'annonce dans le bulletin municipal,
- PRÉCISE que les **candidatures devront être déposées en mairie avant le 31 mai 2022 inclus**,
- PRÉCISE que les **jeunes ayant 16 ans au 31 juillet 2022 peuvent postuler**.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 7

AFFECTATION DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION 2021

- Vu la délibération du 3 mars 2022 par laquelle le Conseil municipal a approuvé le compte administratif et le compte de gestion de l'exercice 2021,
- Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2021,
- Vu le résultat d'exécution du budget principal de la Commune,
- Constatant que le résultat d'exécution du budget principal de la Commune présente un excédent d'investissement de 131 819,12 € et un excédent de fonctionnement de 156 785,16 €,
- Vu les dépenses d'investissement à prévoir pour le Budget Primitif 2022,
- Considérant qu'il y a eu lieu de transférer l'excédent de fonctionnement en recettes d'investissement,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'affecter ces résultats comme suit :

. affectation en réserves au compte 1068 :	156 785,16 €
. report en investissement (recettes) au compte 001:	131 819,12 €

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 8

VOTE DES TAUX D'IMPOSITION 2022 POUR LES TAXES DIRECTES LOCALES

- Vu la délibération du 8 avril 2021 par laquelle le Conseil municipal avait fixé les taux des impôts à :

. Taxe foncière (bâti) :	19,45 %
. Taxe foncière (non bâti) :	37,04 %

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de varier les taux d'imposition en 2022 en les portant à :

. Taxe foncière (bâti) :	19,84 %
. Taxe foncière (non bâti) :	37,78 %

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 9

PRÉSENTATION ET VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2022

A. FORMATION DES ÉLUS LOCAUX ET FIXATION DES CRÉDITS

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2123-12 et suivants et R.4135-19-1 et suivants,
- Vu la loi n°92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions des mandats locaux,
- Vu la loi n°2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat,
- Vu le décret n°2016-870 du 29 juin 2016 relatif aux modalités d'application du droit individuel à la formation des titulaires de mandats locaux,
- Considérant que les membres d'un Conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions,

- Considérant que les frais de formation des élus constituent une dépense obligatoire pour la commune,
- Considérant que le montant des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % et ne peut excéder 20 % du montant des crédits ouverts au titre des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la commune,
- Considérant que le montant des crédits ouverts au titre du Budget Primitif de l'année 2022 pour les indemnités des élus, article 6531, s'élève à 40 000 €,
- Entendu M. le Maire qui rappelle que conformément à l'article L 2123-13 du code général des collectivités territoriales, chaque élu ne peut bénéficier que de 18 jours de formation sur toute la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient,
- Entendu la proposition du Maire de reconduire pour l'année 2022 les mêmes crédits alloués pour l'année 2021,
- Considérant que les crédits alloués en 2023 feront l'objet d'une nouvelle concertation,
- Considérant que ce crédit sera réparti à égalité entre tous les élus qui sollicitent une formation à condition que celle-ci soit dispensée pour un organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur conformément à l'article R4135-19-1 du Code général des collectivités territoriales,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- ADOPTE le principe d'allouer dans le cadre de la préparation du budget une enveloppe budgétaire annuelle à la formation des élus municipaux d'un montant égal à 2% du montant des indemnités des élus,
- PRÉCISE que la prise en charge de la formation des élus se fera selon les principes suivants :
 - Agrément des organismes de formations,
 - Dépôt préalable aux stages de la demande de remboursement précisant l'adéquation de l'objet de la formation avec les fonctions effectivement exercées pour le compte de la Commune,
 - Liquidation de la prise en charge sur présentation de justificatifs de dépenses,
 - Répartition des crédits et de leur utilisation sur une base égalitaire entre les élus,
- PRÉCISE que les élus absents aux formations auxquelles ils se sont inscrits devront rembourser la Commune les frais réglés afférents à cette absence,
- DÉCIDE selon les capacités budgétaires de prévoir chaque année l'enveloppe financière prévue à cet effet,

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

B. CONSTITUTION DE CRÉANCES DOUTEUSES ET / OU CONTENTIEUSES

- Entendu l'exposé du Maire :
 Dans un souci de sincérité budgétaire, de transparence et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, la constitution de provisions pour les créances douteuses constitue une dépense obligatoire au vue de la réglementation, visant la prise en charge au budget des créances irrécouvrables correspondants aux titres émis par la Collectivité mais dont le recouvrement n'a pu être mené à son terme par le comptable en charge du recouvrement, et qui se traduira, au final, par une demande d'admission en non-valeur. Aussi, en accord avec le comptable, il est proposé au Conseil municipal de constituer une telle provision figurant en balance de sortie des comptes 4116, 4126, 4146, 4156, 4161, 4626, 46726,
- Vu les articles L.1612-16, L. 2321-1, L.2321-2 et R.2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Considérant le risque associé aux créances douteuses susceptibles d'être irrécouvrables, sur proposition du comptable public,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de constituer une provision pour créances douteuses et d'opter pour le régime des provisions budgétaires sur option semi-budgétaires,

- DÉCIDE l'inscription au Budget Primitif 2022 du montant annuel du risque encouru soit 6 € (six euros),
- AUTORISE le Maire à reprendre la provision ainsi constituée à hauteur du montant des créances admises en non-valeur sur les exercices à venir,

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

C. PRÉSENTATION ET VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2022

- Vu la délibération du 8 avril 2022 par laquelle le Conseil municipal a approuvé le compte administratif et le compte de gestion de l'exercice 2021,
- Vu la délibération de ce jour d'affectation du résultat d'exploitation 2021,
- Vu le compte rendu de la Commission Finances réunie le 1^{er} mars 2022,
- Entendu la lecture détaillée article par article du Budget Primitif 2022 dont les éléments ont été communiqués aux Conseillers municipaux,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- APPROUVE le Budget Primitif de l'exercice 2022 de la Commune arrêté comme suit :

	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	722 172,00 €	866 439,47 €
<i>Virement entre sections (023)</i>	<i>155 441,00 €</i>	
INVESTISSEMENT	1 112 345,28 €	825 085,16 €
Excédent investissement 2021 reporté (001)		131 819,12 €
<i>Virement entre sections (021)</i>		<i>155 441,00 €</i>

Recettes de fonctionnement	877 613,00 Euros
Recettes d'investissement	1 112 345,28 Euros
Total des Recettes	1 989 958,28 Euros
Dépenses de fonctionnement	877 613,00 Euros
Dépenses d'investissement	1 112 345,28 Euros
Total des Dépenses	1 989 958,28 Euros

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 10

DIVERS ET COMMUNICATION

Divers :

10.1. Comptes rendus des Commissions Communales

Commission Vie Locale : les membres se sont réunis le 16 mars 2022 avec les représentants des associations locales pour établir le calendrier des fêtes 2022.

Les membres se sont également réunis les 28 mars 2022 concernant la fête du vélo. Mme Anne DIETRICH, Adjointe au Maire, fait le compte rendu de la réunion aux membres :

La Communauté des Communes souhaite mettre en place une grande carte pour les vélos avec différents points d'informations (branchement eau, réparations...).

Mme DIETRICH propose deux nouvelles directions pour la Commune, la mise en place d'une borne de recharge pour les vélos électriques et une aire pour les cyclistes.

Concernant la fête du vélo, après propositions émises aux associations, Mme DIETRICH fait part des informations aux membres :

L'Association Moissons et Métiers d'Antan propose de mettre en place des toilettes sèches au niveau du pont vers Epfig et de s'en occuper. En échange l'association demandera à la Communauté des Communes du Pays de Barr une indemnisation pour cette mise à disposition.

L'Association est également prête à tenir une buvette.

L'Union Musicale de Stotzheim n'est pas intéressée. Et la réponse de l'Étoile Sportive de Stotzheim, la Société d'Aviculture de Stotzheim et environs et l'ACASL restent en attente.

Mme DIETRICH informe avoir mis sur la page Facebook une enquête organisée par la Communauté des Communes pour la population.

Commission École-Jeunesse : les membres se sont réunis le 17 mars 2022 concernant le conseil municipal des enfants, projet ferme goepp/parc de jeux ainsi que le périscolaire.

Commission de Contrôle : les membres se sont réunis le 17 mars 2022 concernant la révision de la liste électorale.

10.2. Inscription panneaux entrées du village

M. Norbert RIESTER, Adjoint au Maire, sollicite les membres concernant les nouveaux panneaux à l'entrée du village pour savoir si le nom alsacien de la Commune doit y figurer. Les membres souhaitent l'inscription en alsacien sur les panneaux.

-
- M. le Maire présente aux membres du Conseil la demande reçue de Mme KAYSER, gérante de ma chouette crêperie, pour l'autorisation de vendre des crêpes sur la Commune en food truck, les mercredis toutes les 2 semaines. Le conseil donne son accord. Un droit de place de 5 € lui sera demandé et facturé trimestriellement.
 - M. le Maire informe les membres de la demande de la directrice de l'école primaire pour la mise en place d'une serrure avec gâche électrique du portail. Un devis a été sollicité à l'entreprise BOEHRER pour ces travaux, devis présenté aux membres. La directrice a également demandé la mise en place d'un visiophone. Les membres décident de reporter ce point, des réflexions doivent être menées pour les demandes présentées.
 - M. le Maire présente aux membres l'invitation reçue de l'Association Fleurs de Stotzheim pour l'assemblée générale qui aura lieu le 31 mars prochain à la mairie.
 - M. Norbert RIESTER, Adjoint au Maire, propose de reconduire le cadeau de fleurissement aux habitants : 2 géraniums par foyer. Les membres donnent leur accord. Il informe également les membres que le rempotage aura lieu le 7 mai prochain à 8 h 00. Les membres de l'Association Fleurs seront conviés.
 - M. Norbert RIESTER, Adjoint au Maire, informe que la cigogne annonçant les naissances sera installée à l'intérieur de la mairie, côté route à côté du coq girouette).
 - M. Norbert RIESTER, Adjoint au Maire, propose aux membres d'offrir un cadeau d'anniversaire aux administrés, à partir de 85 ans et non seulement 90 ans. Les membres donnent leur accord. A partir de 2023, les cadeaux seront offerts aux administrés ayant 85 ans et 90 ans.
 - M. Philippe SCHMITT, membre du Conseil, demande si un accès piéton pourrait être mis en place sur le pont actuellement fermé. M. le Maire informe que cela n'est pas possible pour une question de sécurité. Le pont doit être interdit non seulement à tous véhicules mais également à toute personne pour éviter le moindre risque.
 - M. le Maire présente aux membres le livre offert par le SMICTOM « la folle aventure des déchets ménagers ».
 - M. Didier METZ, membre du Conseil, informe les membres de la tenue des comptes de l'ACMECS ont été transférés à Valérie HIRTZ qui devient donc la trésorière de l'Association.

- Mme Anne DIETRICH, Adjointe au Maire, informe que la Communauté des Communes du Pays de Barr propose aux membres une réunion de présentation du projet de territoire suite à la brochure que M. le Maire avait distribué aux membres.

La séance est levée à 22 h 05

***Délibération certifiée exécutoire compte tenu
de sa télétransmission le 19 avril 2022***

Extrait certifié conforme,

Le Maire

